

Histoire

ALBERT THOMAS, UN MINISTRE SOCIALISTE DANS LA RUSSIE ENTRE DEUX RÉVOLUTIONS (AVRIL-JUIN 1917)

Adeline Blaszkiewicz-Maison

11/05/2017

Lorsqu'éclate la Révolution russe de février 1917, c'est en fonction des préoccupations relatives à la guerre que l'événement est perçu en France. Le gouvernement français décide d'envoyer un ministre socialiste, Albert Thomas, comme « ambassadeur extraordinaire », chargé de négocier directement avec les socialistes russes du nouveau gouvernement provisoire. Sa mission : les convaincre de la nécessité de poursuivre la guerre.

Si les socialistes français accueillent favorablement un événement qui, avec la chute du tsar Nicolas II, met fin à trois siècles d'oppression et d'impérialisme, les gouvernements alliés s'inquiètent des conséquences de cette révolution sur la poursuite de l'implication d'une Russie, déjà très affaiblie militairement, dans l'alliance. Albert Thomas occupe une place singulière dans le mouvement socialiste de son temps. Chef de file de la tendance réformiste de la SFIO dès avant la guerre, il s'engage pleinement dans la Défense nationale dès 1914. Il rejoint en mai 1915 au gouvernement ses deux coreligionnaires socialistes, Marcel Sembat et Jules Guesde, au poste à la fois stratégique et symbolique de sous-secrétaire d'État puis de ministre de l'Armement. Alors que le mouvement ouvrier et socialiste se divise de plus en plus sur la question de la poursuite de soutien à la Défense nationale, Thomas incarne le jusqu'aboutisme des socialistes engagés dans la Défense nationale, dont l'action quotidienne est tournée entièrement vers la victoire.





Au quartier général impérial en mai 1916 : l'Empereur, M. Albert Thomas et M. Viviani.

Il avait en outre déjà mené en mai 1916 une mission aux côtés du président du Conseil René Viviani pour évaluer la production de guerre russe et le moral des soldats. À nouveau en Russie en 1917, il rencontre quotidiennement les principaux responsables politiques et s'occupe directement de la remobilisation du moral des soldats et ouvriers russes. Il ne peut toutefois empêcher le développement des idées pacifistes dans un pays épuisé par les années de guerre. La mission d'Albert Thomas, qui s'avère donc être un échec au regard des objectifs diplomatiques initiaux, est pourtant lourde d'enjeux : elle révèle les contradictions internes au mouvement ouvrier français, divisé entre ralliement à l'Union sacrée et espoirs renaissants d'une paix nouvelle. Les lectures immédiates de l'événement fixent également pour un temps les grilles de lecture d'une révolution dont la portée divisa ensuite durablement tout le socialisme européen.

Une mission socialiste au secours des gouvernements alliés

Après la Révolution de février, l'appel du Soviet de Petrograd du 27 mars 1917 à négocier une paix « sans annexions ni contributions » ajoute à l'inquiétude des Alliés. Plusieurs missions socialistes alliées sont envoyées. En France, trois parlementaires socialistes majoritaires, Marcel Cachin, Marius Moutet et Ernest Lafont sont choisis par le gouvernement en mars 1917. Les travaillistes anglais et les socialistes belges sont mis à contribution pour des missions similaires. Durant leur voyage de treize jours, les parlementaires socialistes rencontrent les membres du gouvernement

provisoire, ainsi que les représentants du Soviet des députés d'ouvriers et de soldats qui leur réservent un accueil plus réservé. Chargés de « prendre la température » en Russie et évaluer la volonté des russes à la poursuite du combat, ils mènent aussi une œuvre directe de propagande, au contact des ouvriers et soldats, pour dénoncer la menace de l'impérialisme de l'empereur allemand Guillaume II et raviver ainsi la ferveur nationale russe. Malgré cela, ils doivent constater avec déception l'immense désorganisation, notamment militaire, du pays. Cependant, c'est en socialistes pensant revivre les scènes de la France révolutionnaire de 1792, alors en guerre contre les impérialismes européens, que les trois parlementaires analysent les événements en cours. Au cours de leur voyage, la proposition des socialistes russes de réunir à Stockholm une conférence socialiste internationale afin de renouer avec l'internationalisme d'avant-guerre fait son chemin dans leur esprit en même temps qu'elle inquiète de plus en plus le gouvernement français. Celui-ci décide donc d'envoyer directement en Russie un ministre, chargé de remobiliser l'allié russe.

Il convient d'emblée de distinguer la mission « officielle » de la SFIO et celle confiée au ministre socialiste Albert Thomas quelques semaines plus tard. Son rôle, outre d'informer le gouvernement de la situation quotidienne en Russie, est celui d'une sorte d'ambassadeur exceptionnel. Ainsi, il se voit confier des pouvoirs étendus afin de déterminer la politique française à l'égard de la Russie révolutionnaire. Le choix de Thomas pour cette mission est relativement aisé à comprendre : le gouvernement français a pleine confiance dans l'engagement pour la cause des Alliés de ce socialiste majoritaire perçu comme « jusqu'au-boutiste ». Il a déjà fait ses preuves au ministère de l'Armement, mais aussi auprès de Viviani lors du premier voyage en Russie de mai 1916. Sans être russophone, il apparaît comme un bon connaisseur de la Russie, des milieux russes exilés en France et des militaires présents en Russie grâce aux contacts maintenus depuis mai 1916. Une fois sur place sa mission consiste à gagner le nouveau régime à la cause des Alliés et à la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire. Son action est double. D'un côté, Albert Thomas doit entrer en contact avec les deux organes politiques qui dominent la Russie, le gouvernement provisoire et le Soviet, pour infléchir leurs positions pacifistes. De l'autre, il mène des tournées de propagande directe auprès des soldats russes, au front s'il le faut, pour raviver leur patriotisme.

Remobiliser les troupes russes contre les « tsars de Vienne et de Berlin »

Au contact des soldats, Albert Thomas – toujours accompagné d'un traducteur – fait montre de ses qualités d'orateur déjà éprouvées au contact des ouvriers et ouvrières des usines de guerre françaises qu'il venait haranguer personnellement pour leur insuffler l'« esprit de guerre ». Sa tournée sur le front le porte jusqu'aux Carpates, où, accompagné du général russe Kornilov, il s'adresse directement aux soldats du régiment pour raviver leur ferveur nationale :



Dans les Carpathes boisées : M. Albert Thomas, accompagné par le général Kornilof, passe sur le front des troupes qui acclament avec lui la guerre jusqu'à la victoire pour la liberté des peuples.



M. ALBERT THOMAS AUX ARMÉES RUSSES. — Le ministre harangue un régiment sur le front des Carpathes.

Auprès de lui un officier interprète. — *L'Illustration* du 23 juin a publié le texte de cette allocution.

“Officiers et soldats, au nom de l’armée française, au nom du Gouvernement de la République, je salue votre régiment. Aujourd’hui, vous êtes la grande armée révolutionnaire de la Russie libre et nous savons que, dans une armée révolutionnaire, chaque porte en son cœur l’idéal de liberté pour lequel il combat. [...] Nous voulons, contre la volonté de l’Allemand, que les peuples d’Europe et du monde soient libres de disposer d’eux-mêmes.

Et nous venons vous demander si vous êtes d’accord pour poursuivre cette guerre. Nous non plus, nous ne voulons l’écrasement d’aucune nation. Mais nous voulons que, dans les plaines comme dans les vallées, nous voulons que, par le monde, chaque peuple puisse vivre et travailler tranquille, jouir de la douce paix, sans être accablé à tout moment par un sauvage agresseur.

Soldats de Russie, je veux pouvoir dire là-bas que vous aussi vous combattrez pour la liberté jusqu’à la victoire. Vive la véritable alliance franco-russe ! Vive l’alliance des deux peuples ! Vive la liberté!”

Lors de ces discours, c’est la Marseillaise qui est entonnée par les soldats russes. Aux yeux de Thomas, l’armée russe est l’héritière directe de l’armée révolutionnaire française. Face à l’impérialisme allemand, la France et la Russie sont deux « patries en danger » qui doivent rester unies.

“Tout à l’heure, vous avez entendu la Marseillaise. La Marseillaise a jailli du cœur des Français au moment où la liberté était en péril, à l’heure où ils voulaient défendre leur liberté contre l’Europe coalisée.

C’est aux accents de la Marseillaise que vous marcherez contre le militarisme prussien.

Demain, dans le peuple allemand aussi, la Marseillaise retentira au-dessus du château des Hohenzollern. Ce jour-là, ce sera pour le monde la liberté assurée.

Vive la Marseillaise, chant de liberté ! Vive la Révolution russe ! Vive l’armée de la liberté russe et de la liberté française !”

Sa tournée de propagande se poursuit également auprès des ouvriers des usines d’armement qu’il rencontre notamment à Petrograd. Cherchant à s’« informer sur la crise industrielle », il rencontre notamment Poutilov, le grand industriel propriétaire de l’aciérie de Petrograd, et Sicaud, de la Maison Renault, également implantée à Petrograd. Dans les télégrammes quotidiens qu’il fait parvenir à Mario Roques, son chef de cabinet à Paris, on lit, plus aisément que dans les interviews qu’il donne à la presse européenne, son inquiétude face à la désorganisation militaire et productive sur les fronts russe et roumain. Pour relever cette situation, Thomas œuvre pour la mise en place d’une coopération technique directe entre l’état-major français et l’état-major russe, qui doit amener à un renforcement de l’alliance politique et à une stabilisation de la situation russe dont il rend compte quotidiennement au président du Conseil, Alexandre Ribot, et à la presse.

Informier le gouvernement français et l'opinion publique de la situation russe sur les plans politique et militaire

Au cours de sa mission, Albert Thomas est l'informateur principal du gouvernement français qui semble ne plus faire confiance à son ambassadeur, le très conservateur Maurice Paléologue. Il est ici intéressant de noter par quels canaux l'information relative aux événements de Russie arrive en France. D'une part, la presse française informe l'opinion de la mission officielle en Russie. Thomas répond notamment aux journalistes de l'hebdomadaire *L'Illustration* qui publie des photographies de la mission en Russie. Face à la presse, Albert Thomas se montre optimiste :

“Ces impressions sont, en définitive, assez rassurantes. Sans doute la Russie souffre d'une crise économique et d'une crise financière qui sont graves ; mais les inquiétudes que donnaient la question gouvernementale et la question militaire ont beaucoup diminué. Une collaboration loyale existe maintenant entre le Soviet et le Gouvernement provisoire. [...] Ainsi le ministre français, estime-t-il qu'une reprise d'offensive russe est imminente”

Comme Marcel Cachin, Albert Thomas dénonce la désinformation à laquelle se livre la presse française, soumise à une censure que renforce encore le gouvernement Painlevé en septembre 1917. Alors que la lassitude de la guerre est de plus en plus forte, la presse reste discrète sur les événements révolutionnaires et sur les débâcles militaires en Russie pour ne pas démoraliser les soldats et l'opinion. La mission de Thomas joue donc un rôle capital pour livrer une information directe à l'opinion.

Infléchir les buts de guerre français et instaurer l'Union sacrée en Russie

Dans la presse, Albert Thomas exprime sans cesse sa « foi dans la vertu des forces révolutionnaires » et dans la possibilité de former un gouvernement russe d'Union sacrée tout tourné vers la victoire. Dans le même temps, Thomas est sensible à l'initiative russe de paix « sans annexions, ni contributions » et entend donc infléchir également les positions diplomatiques du gouvernement français sur la question des buts de guerre. Albert Thomas en effet découvre en Russie des « papiers compromettants pour [...] la France » qui s'est « fait promettre, par la Russie [tsariste], la rive gauche du Rhin » lors de la conférence interalliée de Petrograd de janvier-février 1917. C'est, pour ce dénonciateur des buts de guerre impérialiste et fervent défenseur du principe des nationalités, tout à fait inacceptable de la part d'une nation démocratique comme la République française. Dès son arrivée, il cherche à influencer directement la politique russe, et prend directement parti pour Kerenski contre Milioukov, ce qui aboutit au changement du gouvernement opéré le 5 mai : le général Milioukov démissionne au profit d'un gouvernement de

coalition dirigé par le prince Lvov et dans lequel Kerenski devient ministre de la guerre. Il faut dire que dès son arrivée à Petrograd, Thomas a été séduit par l'homme, qu'il considère comme un nouveau Saint-Just, et il croit en sa capacité à rallier les masses russes à l'effort de guerre.

“Scènes de l'époque révolutionnaire. La personnalité de Kerenski. Les deux jeunes officiers, gardes du corps. Les soldats armés de leurs fusils à tous les paliers de l'escalier. Selon Kerenski, la pensée de la Russie révolutionnaire est très ferme : ni annexions, ni contribution, mais défense nationale”

L'action de Thomas semble donc aller dans le sens d'un rapprochement entre le Soviet et le gouvernement provisoire, afin d'amener ces deux forces politiques majeures, mais de plus en plus concurrentes. Cela dit, l'enthousiasme de Thomas – voire son entêtement – ne doivent pas cacher les divisions très fortes entre socialistes russes et alliés et entre les socialistes français eux-mêmes. Ces divisions se cristallisent autour de la question de la réunion à Stockholm d'une conférence socialiste internationale, dont le Soviet russe se fait un fervent partisan.

Les socialistes face à la paix

Les divisions du socialisme se cristallisent sur la question de la guerre et de la paix. La montée de tendances pacifistes est de plus en plus forte au cœur même du socialisme européen dès l'année 1915. Ces socialistes pacifistes, parmi lesquels on compte en France des syndicalistes comme Alphonse Merrheim, condamnent une guerre impérialiste dont le mouvement ouvrier, en plus d'en être l'otage, doit en partager les responsabilités du fait de son engagement dans l'Union sacrée. Chez certains socialistes français comme Jean Longuet, ce pacifisme s'exprime de manière plus modérée : ce n'est pas tant la nécessité elle-même de la Défense nationale qui est mise en cause, mais le jusqu'aboutisme de certains de ses représentants. C'est la nécessité de renouer avec l'internationalisme prolétarien mort en 1914 qui est mise en avant. Ces tendances pacifistes gagnent du terrain, et en 1917, à l'initiative de Camille Huysmans, le président du Bureau socialiste international, un appel est lancé, le 22 avril 1917, pour convoquer à Stockholm la réunion de toutes les sections socialistes de l'Internationale.

Très vite, le Soviet russe reprend cet appel et en devient le principal promoteur. Plus que la renaissance de l'internationalisme prolétarien, cet appel finit par symboliser le projet d'une paix générale négociée auquel l'élan révolutionnaire russe donne un souffle nouveau. Ce projet divise profondément les socialistes français. Les implications de cette réunion, et notamment le fait qu'elle devait réunir autour de la même table les socialistes alliés et les socialistes allemands, furent une importante pomme de discorde. Si Cachin, Moutet et Lafont rentrent en France convaincus du bien-fondé de cette initiative, Thomas, encore en Russie, doit se positionner

clairement sur ce point pour répondre aux demandes russes. Sur cette question, son appartenance socialiste et son mandat ministériel entrent en contradiction. Dans le contexte d'Union sacrée, la réunion de l'Internationale ne pouvait se faire qu'à une condition, qu'il rappelle sans cesse : la révision des buts de guerre impérialistes allemands et la reconnaissance, par la social-démocratie, de sa complicité avec le régime impérialiste de Guillaume II. Sa position revenait *in fine* à concevoir cette réunion socialiste comme pouvant servir les intérêts du gouvernement français, et donc les buts de guerre de l'Entente. De retour en France, il mène donc la campagne à l'été 1917 auprès du gouvernement pour l'octroi aux socialistes français des passeports pour Stockholm, mais sans succès. En septembre 1917, au terme de cette crise, Albert Thomas doit finalement accepter la décision de son parti de mettre fin à la participation à un gouvernement ayant refusé de réviser les buts de guerre, et ayant brimé les initiatives internationalistes socialistes.

« Wilson ou Lénine, il faut choisir » : entre antibolchevisme et diplomatie de la présence

Quelle est finalement la portée de cette mission ? Thomas est peu à peu isolé dans la conviction d'une relance positive de l'alliance. Les militaires français en Russie, comme Pierre Pascal qui est envoyé sur le front Nord de la Russie au mois de mai, sont loin de partager l'enthousiasme du socialiste. De plus, l'offensive Kerenski – que Thomas avait fortement soutenue – lancée en juillet 1917 contre les troupes autrichiennes et allemandes est une véritable débâcle et finit de démobiliser complètement l'armée russe. Dans le même temps, l'Union sacrée est mise à mal en France. Hors du gouvernement dès septembre 1917, Albert Thomas ne peut plus jouer de rôle opérationnel direct entre le gouvernement français et le gouvernement russe. Tout au plus, selon Charles Chambrun, conseiller à l'ambassade de France, « la mission Thomas a gagné du temps au moment où nous franchissons le cap des tempêtes ». L'insurrection du 25 octobre 1917 menant à la prise du pouvoir par les bolcheviks menés par Lénine brouille largement la situation.

Thomas comme d'autres en France s'inquiètent de la « dérive maximaliste » du régime. Très vite, les liaisons officielles entre la France et la Russie se compliquent. Le nouveau président du Conseil, Georges Clemenceau, ne veut pas avoir recours aux socialistes pour faire cette liaison et écarte l'envoi d'une délégation composée des socialistes Pierre Renaudel, Marcel Cachin et Albert Thomas. Les négociations de paix entamées à Brest-Litovsk – qui mèneront à la paix séparée en mars 1918 – brisent définitivement ces relations.

Néanmoins, Albert Thomas continue d'être informé de la situation russe par Eugène Petit jusqu'en mars 1918, et par Jacques Sadoul jusqu'en 1919. D'un côté, Eugène Petit, inquiet depuis l'été 1917 d'une prise du pouvoir potentielle par les bolcheviks, cherche à mettre en garde Thomas sur la

potentielle pérennité du nouveau pouvoir, alors que beaucoup croient à un épisode révolutionnaire éphémère. Cela explique sans doute l'intransigeance de Thomas avec un gouvernement qu'il juge antidémocratique et dangereux. De l'autre, le capitaine Jacques Sadoul, ami et collaborateur de Thomas au ministère de l'Armement, et détaché après de la Mission militaire française, est l'un des seuls témoins français de l'insurrection bolchevik d'octobre. Au départ hostile aux bolcheviks et cherchant à œuvrer pour que le nouveau gouvernement poursuive le combat contre l'Allemagne, Jacques Sadoul joua un rôle d'« intermédiaire entre milieux alliés et gouvernement bolchevik », avant de rallier peu à peu les bolcheviks et rompre avec son commandement militaire en août 1918 pour rester en Russie. L'on comprend, à la lecture de leurs échanges, que Thomas emploie Sadoul comme intermédiaire pour faire parvenir des dépêches et informations auprès du nouveau gouvernement russe.

“Je n'ai pas besoin de vous dire que je m'inspire de toutes vos lettres pour mener ici la campagne indispensable en faveur d'un rapprochement de fait et de relations avec le gouvernement maximaliste [...]. C'est dans cet état d'esprit et pour multiplier les points de contacts, que nous ne cessons de demander au gouvernement de laisser partir là-bas des camarades socialistes, députés ou non. C'est vous dire enfin que je suis à fond d'accord avec vous pour continuer l'effort. Je ne puis vous cacher que je suis arrivé à cette conception, en partie à cause de vos lettres, mais surtout par raison”

Ces tentatives d'action officieuses pour agir directement sur le gouvernement russe montrent le pragmatisme de Thomas qui prône, même auprès d'un gouvernement qu'il juge antidémocratique et « maximaliste », une volonté d'éviter toute rupture diplomatique définitive qui serait néfaste aux alliés et à la poursuite même de la guerre. Cela n'empêche pas une intransigeance forte de Thomas à l'égard du bolchevisme, qu'il exprime largement dans l'espace public. C'est une véritable « croisade » contre l'idéologie bolchévique que mène Thomas tout au long de l'année 1918. La signature du traité de Brest-Litovsk ouvre à la voie à de nouvelles lectures du bolchevisme. Si jusque-là les événements russes étaient analysés au prisme de la situation militaire, la « défection » russe ouvre de nouveaux débats. Albert Thomas est parmi les socialistes français qui s'expriment les plus virulemment contre le « maximalisme russe ». Il se prononce même un temps – ce qui l'isole au sein de sa famille politique – en faveur d'une intervention militaire de l'Entente en Russie « pour lutter contre ces agissements de l'impérialisme allemand ». Enfin, avec la dissolution de l'Assemblée constituante par les bolcheviks en janvier, qui fait entrer le régime russe dans une nouvelle phase de son autoritarisme, Albert Thomas déplace le débat sur le plan idéologique.

“Dictature du prolétariat, le Gouvernement qui « dissout la Constituante » ! Je ne crois guère que Marx eût jamais connu à Petrograd une application de ses thèses ! La dictature du prolétariat sous

cette forme n'est que la république du tsarisme et les méthodes de Lénine sont contraires au progrès même du socialisme”

En novembre 1918, après le congrès d'octobre qui isole définitivement la tendance jusque-là majoritaire représentée par Albert Thomas, le débat sur la nature du régime bolchevik fait rage. Dans les colonnes de *L'Humanité*, Thomas exhorte ses camarades à choisir entre Wilson et Lénine.

“Je ne puis me résoudre à admirer, ni même à accepter le bolchevisme. Qu'on le veuille ou non, il symbolise la révolte anarchique contre les règles démocratiques. Il symbolise le terrorisme d'un parti contre la représentation nationale. Il symbolise la révolte instinctive et brutale des foules contre la volonté d'organisation dans le cadre de la nation et avec le concours des classes intellectuelles”

En face, Léon Blum répond à cette alternative en choisissant Jaurès. Au fond, ces formules illustrent les contractions et les choix devant lesquelles la Révolution russe avait placé le socialisme français et plus largement européen depuis 1917. Thomas choisit d'y répondre, en socialiste réformiste, hostile à ce qui était pour lui une mauvaise adaptation pratique de l'orthodoxie marxiste. C'est en historien de la Grande Révolution, attaché au modèle de la République démocratique française, qu'il analyse la situation ; ce qui l'empêche largement de comprendre les révolutions des représentations des masses ouvrières européennes usées par quatre ans de conflit infernal et de boucherie. Thomas ne cessa jamais de dénoncer la « sentimentalité révolutionnaire », lui opposant la « solide doctrine du socialisme qui rappelle au nom de la science et de l'expérience que la justice sociale ne peut pas être réalisée sans une révolution du Droit, sans l'abolition des principes sur lesquels repose la société capitaliste ».

La révolution de 1917, avait placé le socialisme devant ses contradictions. La mission menée par Albert Thomas était symptomatique des illusions d'une Union sacrée dans laquelle, il s'était enfermé, et qui se révéla impossible à exporter au cœur d'une révolution née d'une volonté de paix. Les lectures immédiates de l'événement fixèrent pour longtemps les jugements sur une expérience politique révolutionnaire inédite. D'un côté, Thomas incarnait le parti des défenseurs de l'Union sacrée, ayant placé le socialisme au service de la République en danger, et dont il ne voulait rien renier. De l'autre, la « Grande lueur à l'Est » comme Romain Rolland l'appela bientôt, avait ouvert une nouvelle voie : celle d'un socialisme authentiquement révolutionnaire cherchant à réaliser la société collectiviste, renouant avec l'internationalisme prolétarien, et souhaitant tourner définitivement la page de la Grande Guerre pour faire renaître l'idéal. Au lendemain de la Révolution, le socialisme français était « à la croisée des chemins » qui se séparèrent définitivement lors du congrès de Tours de décembre 1920.

A découvrir, du 29 avril au 31 décembre 2017, l'exposition **Les révolutions russes vues de France 1917-1967** au Musée de l'histoire vivante à Montreuil (93).